Informations de base

2015/2559(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la crise humanitaire en Iraq et en Syrie, et le rôle de Daech en particulier **Subject** 6.10.05 Maintien de la paix, missions humanitaires, gestion des crises 6.50 Aide d'urgence, alimentaire, humanitaire, aux réfugiés, Réserve d'aide d'urgence **Zone géographique** Iraq Syrie	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
11/02/2015	Débat en plénière		
12/02/2015	Décision du Parlement	T8-0040/2015	Résumé
12/02/2015	Résultat du vote au parlement		
12/02/2015	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2015/2559(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B8-0136/2015	09/02/2015	
Proposition de résolution		B8-0137/2015	09/02/2015	
Proposition de résolution		B8-0138/2015	09/02/2015	
Proposition de résolution		B8-0139/2015	09/02/2015	
Proposition de résolution		B8-0140/2015	09/02/2015	
Proposition de résolution		B8-0141/2015	09/02/2015	

Proposition de résolution		B8-0142/2015	09/02/2015	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0040/2015	12/02/2015	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2015)233	03/07/2015	

Résolution sur la crise humanitaire en Iraq et en Syrie, et le rôle de Daech en particulier

2015/2559(RSP) - 12/02/2015 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la crise humanitaire en Iraq et en Syrie, et le rôle de Daech en particulier.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, Verts/ALE et EFDD.

Le Parlement européen a **condamné fermement les violations systématiques, brutales et généralisées des droits de l'homme** ainsi que les exactions commises par le régime de Bachar al-Assad, par les terroristes de Daech et par d'autres groupes djihadistes en Iraq et en Syrie, notamment le massacre d'otages, tous les actes de violence se prévalant de l'appartenance religieuse ou ethnique ainsi que les violences à l'encontre des femmes et des populations LGBTI. Il a également condamné vivement les exactions de Daech visant les enfants et exigé que tous les otages soient libérés sur-le-champ.

Stratégie européenne globale pour la région : le Parlement a approuvé la campagne mondiale dirigée contre Daech et s'est félicité de l'engagement pris par les partenaires de la coalition de travailler de conserve dans le cadre d'une stratégie conjointe multidirectionnelle à long terme pour venir à bout de Daech.

L'Union a été invitée à adopter une stratégie régionale globale **pour faire barrage à Daech et pour fédérer les efforts visant à atténuer la crise humanitaire** et à mettre fin au conflit tant en Syrie qu'en Iraq. Cette stratégie devrait venir compléter les activités menées par les Nations unies et la coalition formée contre Daech et avoir pour objet de nouer la concertation avec les partenaires régionaux pour lutter contre le financement du terrorisme, les livraisons d'armes et l'afflux de combattants étrangers d'origines diverses.

Renforcer l'aide humanitaire : la crise violente qui fait rage en Syrie a causé une catastrophe humanitaire sans précédent : plus de 200.000 personnes, la plupart civiles, ont été tuées, plus de 7,6 millions de personnes ont été déplacées sur le territoire et plus de 12,2 millions de Syriens sont en quête d'une aide dans le pays. En Iraq la situation humanitaire ne cesse de se dégrader : plus de 5,2 millions de personnes ont besoin de toute urgence d'une aide humanitaire ; le pays accueille également plus de 233.000 réfugiés syriens.

Dans ce contexte, le Parlement a demandé à la communauté internationale d'accroître l'aide humanitaire et l'assistance apportée aux populations frappées par la crise qui sévit en Iraq et en Syrie. Il a demandé à l'Union de prendre l'initiative d'une **conférence des donateurs** et de faire pression sur tous les donateurs afin qu'ils respectent leurs engagements rapidement.

Réfugiés : selon la Commission, quelque 276.000 réfugiés ont essayé d'entrer de manière illégale sur le territoire de l'Union. Selon les chiffres des organisations internationales, 2% environ des réfugiés seraient morts noyés durant la traversée de la Méditerranée.

Dans ce contexte, les députés ont demandé aux États membres de **traiter plus rapidement les demandes d'asile** formulées par un nombre croissant de réfugiés fuyant les zones de conflit. Ils ont invité l'Union à se pencher sur la question des traversées souvent fatales de la Méditerranée, à mettre en œuvre une stratégie coordonnée permettant de sauver des vies et d'apporter un soutien aux États membres les plus exposés aux arrivées massives d'illégaux et de demandeurs d'asile sur leurs côtes.

Combattants étrangers : préoccupé par les milliers de combattants étrangers, notamment des citoyens des États membres de l'Union, qui ont rejoint le mouvement insurrectionnel de Daech, le Parlement a demandé aux États membres de prendre des mesures pour éviter que de tels combattants ne quittent leur territoire et d'élaborer une **stratégie commune** à l'intention des services de sécurité et des organismes de l'Union européenne pour la surveillance et le contrôle des djihadistes.

Les députés ont plaidé pour une **coopération européenne et internationale** en vue de traduire en justice les personnes soupçonnées d'avoir participé à des actes de terrorisme. Ils ont invité les États membres à renforcer leur coopération et leurs **échanges d'informations** entre eux et avec les organes de l'Union.

Face à la participation grandissante de groupes islamistes extrémistes et de combattants étrangers au conflit syrien, le Parlement a estimé qu'une solution pérenne passait par une **transition politique** s'inscrivant dans le cadre d'un processus politique sans exclusive, mené par les Syriens, avec le soutien de la communauté internationale. Il a également souligné la nécessité d'une transition politique et d'un **gouvernement pluriel** en Irak en vue d'apporter une réponse aux importants besoins humanitaires de l'ensemble de la population.

Enfin, les députés ont souligné qu'il ne pouvait y avoir de paix durable en Syrie et en Irak sans que ne soient établies les responsabilités pour les graves crimes commis par toutes les parties durant le conflit, notamment les crimes pour des motifs religieux ou ethniques.